



Conseil économique et social

Distr. : Générale
8 mai 2012

Français
Original : Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Soixante-huitième session

Bangkok, 17-23 mai 2012

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**Date, lieu et thème de la soixante-neuvième session
de la Commission (2013)**

Date, lieu et thème de la soixante-neuvième session de la Commission (2013)

Note du secrétariat*

Résumé

Le présent document contient des indications sur la date et le lieu possibles de la soixante-neuvième session de la Commission, qui se tiendra en 2013, ainsi qu'une proposition pour le thème de la session.

La Commission est invitée à prendre une décision à ce sujet.

I. Introduction

1. Le présent document contient des suggestions faites par le secrétariat pour examen par la Commission à sa soixante-huitième session. La Commission est invitée à réfléchir à la date, au lieu et au thème de sa soixante-neuvième session, qui se tiendra en 2013, et à donner au secrétariat des indications à ce sujet.

II. Date et lieu

2. L'article premier du règlement intérieur de la Commission prévoit que celle-ci formule des recommandations concernant la date et le lieu de sa session suivante, sous réserve de l'approbation du Conseil économique et social et en consultation avec le Secrétaire général. Conformément à la procédure en vigueur, à chaque session, la Commission recommande que sa prochaine session se tienne en avril ou en mai de l'année suivante. Le Secrétaire exécutif fixe ensuite la date précise et le lieu de la session en consultation avec les membres et le Président de la Commission.

* La soumission tardive du présent document aux services de conférence s'explique par la nécessité de prendre en considération les conclusions des débats tenus par le Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission (CCRP) à sa 341^e session, le 29 mars 2012, et lors d'une séance informelle, le 26 avril 2012.

3. En outre, l'article premier du règlement intérieur dispose que les sessions de la Commission se tiennent normalement au bureau de l'Organisation des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, sauf recommandation contraire de la Commission.

III. Thème

4. Le secrétariat propose le thème ci-après pour examen par la Commission: «Perspectives pour le renforcement de la résilience face aux catastrophes naturelles et aux crises économiques majeures».

5. Le Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission (CCRP) a examiné, à sa 341^e session le 29 mars 2012 et lors d'une séance informelle le 26 avril 2012, les thèmes proposés pour la soixante-neuvième session de la Commission et a décidé de soumettre à celle-ci, pour examen, le thème susmentionné.

6. La région de l'Asie et du Pacifique doit faire face à de multiples crises. Le ralentissement économique que connaissent actuellement les économies des pays développés, la baisse de la demande visant les exportations régionales, les coûts plus élevés du capital et la volatilité des marchés des matières premières continuent de menacer le développement et la croissance économique de la région. Des catastrophes naturelles se produisent souvent pendant les crises économiques, ce qui aggrave leurs conséquences économiques et sociales. Le tsunami et le séisme de grande ampleur survenus dans l'est du Japon, les inondations en Thaïlande et dans les pays voisins, le séisme en Nouvelle-Zélande, et les inondations en Australie et au Pakistan en sont des exemples récents. Le montant des pertes et dégâts économiques causés par les catastrophes dans la région de l'Asie et du Pacifique en 2011 s'est élevé à 267 milliards de dollars¹ au moins, faisant de cette année l'une des plus coûteuses de toute l'histoire des catastrophes.

7. Un autre effet croissant des catastrophes naturelles est qu'elles entraînent des perturbations dans les chaînes de production et de distribution des biens et des services, du fait que les économies de la région tendent à s'intégrer davantage². A cause des conséquences des catastrophes de 2011, en particulier, la région a eu plus de mal à traverser les turbulences mondiales. Il existe un lien bidirectionnel entre l'impact des catastrophes naturelles et les chocs économiques. Les crises économiques affaiblissent la résilience des pays ou des communautés face aux risques naturels, et par conséquent les catastrophes naturelles ont un impact socioéconomique plus important. La région a donc besoin d'une stratégie efficace pour renforcer sa résilience face aux catastrophes naturelles et aux crises économiques majeures, afin de préserver les bénéfices durement acquis du développement, y compris les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

8. La nécessité capitale de renforcer la résilience a été confirmée par deux initiatives majeures : l'adoption du Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 intitulé «Renforcer la capacité de récupération des pays et des collectivités face

¹ CESAP, *Étude 2012 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* (publication des Nations Unies, n° de vente Z.12.II.F.9), p. xi.

² CESAP, *Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique : actualisation de fin d'année* (ST/ESCAP/2612), p. 1-3.

aux catastrophes naturelles»³, et son approbation ultérieure par l'Assemblée générale, dans la résolution 60/195 sur la Stratégie internationale de prévention des catastrophes. La Commission, dans sa résolution 65/1 sur l'application du Document final de Bali pour faire face aux crises alimentaire, énergétique et financière, a prié la Secrétaire exécutive de continuer à aider les États membres à développer leur capacité à prendre des mesures de politique appropriées pour atténuer l'impact de la crise économique, ramener la croissance et éviter à l'avenir les chocs mondiaux. Par la suite, dans un rapport du Secrétaire général⁴, il a été rappelé combien il était capital de réduire les risques de catastrophe et les autres risques sociaux et économiques afin d'accélérer les progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Constatant que les crises multiples étaient de plus en plus fréquentes, les participants à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ont inclus, dans le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020⁵ qu'ils ont adopté, les «crises multiples et autres défis émergents» comme étant l'un des huit domaines d'action prioritaires interdépendants à privilégier pour le développement durable des pays les moins avancés. Ce Programme d'action a été intégré au programme de travail de la CESAP, notamment dans les activités en faveur des pays ayant des besoins particuliers.

9. Avancer sur la voie de la résilience suppose d'adopter des approches multisectorielles assorties d'une stratégie globale permettant d'appliquer des politiques macroéconomiques et sectorielles appropriées, d'améliorer la préparation des pays en les dotant des capacités institutionnelles et fondements juridiques voulus, et de mettre en place les structures nécessaires de gouvernance publique et privée, y compris des structures communautaires pour garantir des mécanismes efficaces d'intervention rapide, de réaction et d'adaptation.

10. La protection des groupes les plus vulnérables de la société contre une aggravation de leur pauvreté est un élément fondamental de toute stratégie globale de résilience. Les personnes pauvres et vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, sont les plus durement touchées par les catastrophes et mettent beaucoup plus de temps à s'en relever. Les « filets de sécurité » limités dont disposent les personnes pauvres et vulnérables sont à la fois insuffisants et inefficaces. En outre, les crises, quelle que soit leur nature, poussent les ménages indigents dans un cercle vicieux de pauvreté. Pour faire face, ces ménages doivent prendre des mesures qui les maintiennent dans une pauvreté à long terme: réduire la fréquence et la qualité des repas, reporter les dépenses liées à la santé, et déscolariser leurs enfants. Ces mesures ont pour conséquence de réduire la capacité des générations actuelles et futures de gagner leur vie, entraînant une pauvreté persistante. Le renforcement de la résilience permettra d'avancer dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et de protéger les acquis obtenus dans ce domaine.

11. Le renforcement de la coopération régionale est un autre élément essentiel de toute stratégie globale, car les crises auxquelles les pays sont

³ A/CONF.206/6 et Corr.1, chap. I, résolution 2.

⁴ « Tenir les engagements pris : bilan prospectif visant à promouvoir un programme d'action concerté afin de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015 » (A/64/665).

⁵ *Rapport de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Istanbul (Turquie), 9-13 mai 2011* (A/CONF/219/7) (publication des Nations Unies, n° de vente 11.II.A.1), chap.II.

confrontés dépassent de plus en plus les frontières, en raison, principalement, de l'intensification du processus d'intégration économique. Il est donc primordial que les pays adoptent une stratégie ayant un effet de renforcement mutuel, qui leur permette d'accroître leur résilience et de partager leurs connaissances pratiques ainsi que leur expérience.

12. L'étude thématique proposée abordera tout l'éventail des politiques et des mécanismes en rapport avec le renforcement de la résilience, en insistant, dans une optique multisectorielle, sur la formulation de politiques, l'intégration du renforcement de la résilience dans les stratégies de développement, et l'établissement d'institutions appropriées afin de faciliter la mise en place de structures publiques, privées et communautaires adéquates, capables de réagir aux diverses formes de crise et d'agir en conséquence. On s'attachera également à recenser les mécanismes de coopération financière et monétaire régionale susceptibles d'être utilisés pour renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles et aux chocs économiques externes. Les questions liées à la gouvernance économique mondiale seront aussi examinées. Une attention particulière sera accordée aux mesures permettant de protéger et d'autonomiser les groupes pauvres et vulnérables, de les empêcher de tomber dans une pauvreté plus grande encore, et de leur donner les moyens de résister à toute forme de crise. Les leçons tirées de l'expérience et les pratiques optimales de la région et d'ailleurs seront mises en avant. Compte tenu du rôle primordial de la coopération régionale dans cette entreprise, on mettra en évidence les domaines dans lesquels cette coopération doit être mise à profit, en particulier la coopération Sud-Sud. Enfin, on cernera dans l'étude thématique le rôle à jouer par la CESAP dans le renforcement de la résilience aux niveaux national, sous-régional et régional.

13. Le thème proposé porte sur l'un des défis les plus urgents que la région doit relever aujourd'hui dans le domaine du développement. Du fait qu'elle contiendra une analyse des problèmes émergents, l'étude thématique constituera une contribution substantielle au Cadre stratégique de la CESAP pour l'exercice biennal 2014-2015 et au programme d'action des Nations Unies pour le développement au-delà de 2015, ainsi qu'aux initiatives qui seront prises à l'échéance du Cadre d'action de Hyogo. Et comme elle mobilisera les divisions, les bureaux sous-régionaux et les institutions régionales de la CESAP, elle favorisera également la convergence et la synergie entre les principaux éléments de la Commission.

Études thématiques précédentes

14. Pour référence, une liste des thèmes retenus pour les sessions précédentes de la Commission (y compris celle en cours) figure en annexe au présent document.

Annexe

Liste des thèmes retenus pour les précédentes sessions de la Commission *

Session	Année	Thème
40	1984	La technique au service du développement
41	1985	La technique au service du développement
42	1986	Mise en valeur des ressources humaines
43	1987	Mise en valeur des ressources humaines
44	1988	Mise en valeur des ressources humaines
45	1989	Restructuration des pays en développement de la CESAP dans les années 90
46	1990	Restructuration des pays en développement de la CESAP dans les années 90
47	1991	La restructuration industrielle en Asie et dans le Pacifique, dans l'optique en particulier du renforcement de la coopération régionale
48	1992	La coopération économique régionale dans la région de la CESAP: perspectives, priorités et grandes options
49	1993	Expansion des investissements et du commerce intrarégional pour renforcer la coopération et le développement économiques régionaux
50	1994	Le développement infrastructurel, clé de la croissance économique et de la coopération économique régionale
51	1995	Renforcement de la coopération régionale pour la mise en valeur des ressources humaines, eu égard en particulier aux incidences sociales d'une croissance économique durable en Asie et dans le Pacifique
52	1996	Dépaupérisation et développement durable en Asie et dans le Pacifique
53	1997	L'Asie et le Pacifique au XXI ^e siècle: atouts et enjeux pour la CESAP
54	1998	L'Asie et le Pacifique au XXI ^e siècle: perspectives de développement social
55	1999	L'Asie et le Pacifique au XXI ^e siècle: technologie informationnelle, mondialisation, sécurité économique et développement
56	2000	Le développement par la mondialisation et le partenariat au XXI ^e siècle: perspective Asie-Pacifique d'intégration des pays en développement et des économies en transition au système commercial international sur une base juste et équitable
57	2001	Pour un développement équilibré des zones urbaines et rurales

* De la quarantième à la soixante-huitième session.

Session	Année	Thème
		et des régions dans les pays de l'Asie et du Pacifique
58	2002	Développement social durable en période de mondialisation rapide: enjeux, possibilités et grandes options
59	2003	Intégrer les préoccupations économiques et sociales, spécialement le VIH/sida, dans les activités visant à répondre aux besoins de la région
60	2004	Face aux défis d'une époque de mondialisation rapide, renforcer la coopération régionale pour le développement
61	2005	Mise en œuvre du Consensus de Monterrey dans la région de l'Asie et du Pacifique: œuvrer pour la cohérence et la cohésion
62	2006	Renforcer la coopération régionale en matière de développement des infrastructures, notamment pour la gestion des catastrophes
63	2007	Développement des systèmes de santé dans le contexte du renforcement de la croissance économique en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement en Asie et dans le Pacifique
64	2008	Sécurité énergétique et développement durable en Asie et dans le Pacifique
65	2009	Vers une agriculture durable et la sécurité alimentaire dans la région Asie-Pacifique
66	2010	Relever les défis liés à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement : promouvoir un système financier stable et porteur; et Croissance verte : technologies et financement pour une croissance économique écologiquement viable
67	2011	Au-delà des crises : les perspectives à long terme pour la protection sociale et le développement en Asie et dans le Pacifique
68	2012	Renforcer l'intégration économique régionale en Asie et dans le Pacifique